

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/13

20 décembre 1996

(96-5402)

CONFERENCE MINISTRIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

OBSERVATIONS DU MINISTRE NORVEGIEN DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT

La déclaration du Ministre norvégien de la coopération pour le développement, reproduite ci-après et destinée aux réunions spéciales entre Ministres, est distribuée aux Membres pour information à la demande de la délégation de la Norvège.

Je souhaite formuler quelques observations sur la question de l'accès aux marchés, notamment sur la manière dont le commerce et l'OMC peuvent contribuer à améliorer la situation des pays les moins avancés (PMA).

Généralités

La Norvège est favorable à la poursuite de la libéralisation des échanges de produits industriels. Sous réserve de l'approbation du Parlement, mon gouvernement éliminera, d'ici au 1er janvier 1997, tous les droits de douane sur les produits pour lesquels les taux consolidés sont inférieurs à 3 pour cent ("droits de nuisance"). De plus, les droits compris entre 3 et 15 pour cent qui frappent un certain nombre d'autres produits seront également éliminés à compter de la même date. La Norvège supprimera aussi, d'ici à 1998 au lieu de 2005, les contingents restants applicables aux textiles.

Accroissement de l'accès aux marchés pour les pays les moins avancés (PMA)

La difficulté la plus importante à laquelle l'OMC doit faire face aujourd'hui est l'intégration de toutes les économies au commerce mondial. Il nous incombe à tous de veiller à ce que chaque Membre ainsi que les pays qui ont engagé le processus d'accession aient la possibilité de participer à la mondialisation des échanges.

Les pays les moins avancés représentent moins d'un demi pour cent des exportations mondiales et sont de plus en plus marginalisés. Bien que les pays eux-mêmes demeurent les principaux responsables de leur développement, un accès aux marchés suffisant est une condition préalable à la croissance économique et au développement durable. Le commerce est un moyen important de stimuler le développement. Je suis convaincu que l'OMC peut fournir aux PMA des avantages compétitifs supplémentaires. L'intégration des pays les moins avancés par l'octroi de préférences commerciales tant collectives qu'autonomes renforcerait la crédibilité du régime commercial multilatéral et permettrait à l'OMC de continuer de remplir au XXI^e siècle sa fonction d'instance pour le commerce mondial.

Au Sommet du G7 qui s'est tenu à Lyon cet automne, le Directeur général, M. Ruggiero, a préconisé une amélioration de l'accès aux marchés pour les exportations des pays les moins avancés.

./.

Le Comité du commerce et du développement a développé quelques propositions dans son Plan d'action en faveur des pays les moins avancés. Conformément à ce que j'ai dit lors du séminaire organisé à l'intention des PMA du 13 au 15 novembre à Genève, je souhaite formuler les suggestions suivantes:

1. Dans le cas des importations en provenance des pays les moins avancés, les pays industrialisés devraient éliminer, à compter du 1er janvier 1998, tous les droits de douane et restrictions quantitatives applicables aux produits industriels, y compris les textiles.
2. Tous les pays industrialisés devraient envisager d'accorder, d'ici au 1er janvier 1998, un traitement préférentiel substantiel aux produits agricoles en provenance des PMA.
3. Les Membres en développement autres que les pays les moins avancés devraient appliquer à leurs importations en provenance de ces pays, d'ici au 1er janvier 1998, le taux final résultant des réductions tarifaires, conformément au Protocole de Marrakech annexé au GATT de 1994.
4. Les produits en provenance des pays les moins avancés devraient bénéficier d'une souplesse en ce qui concerne les critères d'origine. Les pays développés devraient envisager, au cas par cas, des exemptions de l'application des prescriptions en matière d'origine ou pourraient adopter des règles d'origine cumulatives pour les produits des PMA comme il est prévu dans le cadre des travaux menés par l'OMC et l'Organisation mondiale des douanes.

Comme ils ne détiennent qu'une faible part des marchés, l'octroi aux pays les moins avancés de privilèges en matière d'accès aux marchés ne menacerait guère quelque pays que ce soit. C'est pourquoi j'espère sincèrement que ces mesures pourront être mises en oeuvre, qu'elles résultent d'engagements contraignants ou prennent la forme de programmes nationaux de préférences commerciales (SGP) au profit des PMA.